

PARIS

1 franc 50 cent.

PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS

3 fr. par mois

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INVENTIONS.

75 centimes la ligne.

J. B. CHALDON, DIRECTEUR-GERANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Actes officiels. — Rapport de la Commission du pouvoir exécutif à l'Assemblée nationale. — Réorganisation du conseil des prud'hommes. — Nouvelles nominations. — Commission nommée pour examiner la demande d'arrestation du citoyen Louis Blanc. — Émeutes à Berlin et à Königsberg. — Détails sur l'arrivée de M. Emile Thomas à Bordeaux. — Arrestation d'un agent de Henri V. — Départ de Louis-Napoléon Bonaparte de Paris. — Malheureux événement arrivé dans le faubourg Poissonnière. — Nouvelles importations de Naples. — Les tribunaux. — Bulletin de l'étranger.

Paris, 1^{er} Juin.

La demande de poursuites contre M. Louis Blanc.

Une demande en autorisation de poursuivre M. Louis Blanc a été présentée hier à l'Assemblée nationale par le procureur général et le procureur de la République. C'est demain que la Commission nommée pour examiner cette demande doit faire son rapport.

Nous regrettons profondément cette démarche du parquet, cette accusation nouvelle dirigée contre un des membres de la représentation nationale. Déjà trois représentants ont à répondre à la justice du rôle qu'ils ont joué dans la journée du 15 mai. On s'y prend un peu tard pour ajouter un nom de plus à cette liste.

Nous ne sommes pas suspects de partialité vis à vis de M. Louis Blanc. Nous sommes adversaires très-décidés de son système d'organisation pour le travail; nous l'avons maintes fois combattu comme économiste, comme écrivain socialiste; nous le combattons encore. Mais, comme homme politique, M. Louis Blanc est à nos yeux une haute intelligence; il a d'incontestables titres à la reconnaissance de la République, qu'il a contribué à fonder, et que ses écrits avaient popularisée bien avant le jour de son avènement. Ce sont là de ces services dont un grand peuple ne doit pas perdre la mémoire. Ce n'est pas une raison, sans doute, pour accorder à M. Louis Blanc l'impunité; mais c'en est une suffisante pour ne pas l'accuser à la légère.

Il y a deux choses dans l'attentat du 15 mai, deux choses qu'il ne faut pas confondre, qu'il faut au contraire soigneusement séparer. Il y a la pétition polonaise apportée tumultueusement à la barre de l'Assemblée nationale, contrairement à la lettre de son règlement qui veut que toute pétition soit présentée par écrit; et puis, il y a l'usurpation de la souveraineté du peuple par la dissolution violente de la représentation élue par lui. Le premier délit ne saurait être comparé au second.

Présenter une pétition n'est pas un crime; et quand cette pétition a un but aussi noble, aussi généreux que la résurrection d'une nationalité assassinée, c'est un acte louable et patriotique. Présenter cette pétition dans un mode illégal est un délit sans doute; mais c'est à la condition que l'illégalité sera connue, qu'elle le sera publiquement et de tout le monde. Or, en est-il ainsi du règlement qui interdit la présentation des pétitions à la barre? Cette disposition du règlement était à peine votée; le *Moniteur* et les journaux l'avaient insérée dans leurs colonnes, dans le compte-rendu des débats de l'Assemblée. Mais cela ne saurait constituer une publication dans le sens populaire de ce mot. La population ouvrière lit les journaux, sans doute, mais superficiellement, sommairement, et dans la mesure que lui permettent les très-courts loisirs que lui laisse son travail journalier. L'ouvrier jette un coup d'œil rapide sur les discussions législatives, mais il n'en comprend qu'imparfaitement la phraséologie et la portée; et il lit de préférence les nouvelles de Paris et des départements.

Pour lui, la vraie publicité, ce sont les affiches qui attirent ses regards et fixent malgré lui son attention. Ce que les affiches ne lui disent pas, le plus souvent il l'ignore. Or, si nous ne nous trompons, le règlement de l'Assemblée nationale n'avait au 15 mai été affiché nulle part; il ne l'a point encore été; du moins nous ne l'avons point vu.

La grande majorité de la députation tumultueuse qui est venue au 15 mai apporter la pétition polonaise à la barre de l'Assemblée

blée, pouvait donc croire son acte très légal. C'est du moins ce qui résulte de tous les renseignements, de toutes les versions connues jusqu'à ce jour, de tous les détails donnés sur cette malheureuse journée.

En cet état de choses, quelle conduite devaient tenir les représentants en présence de l'envahissement de la salle de leurs séances? Il y avait trois partis à prendre; protester, s'abstenir, ou tâcher de renfermer le mouvement populaire dans le cercle d'un objet légitime, sinon légal, et avouable, sinon exempt de tout blâme.

Personne n'a pris le premier parti; l'Assemblée tout entière, moins deux de ses membres, a préféré le second. M. Louis Blanc a cru devoir adopter le troisième. Nous assistions à la séance du 15; nous en avons suivi attentivement du regard toutes les péripéties.

Nous avouons qu'à l'époque où M. Louis Blanc, montant jusqu'au siège du président, d'où il pouvait dominer et la tribune envahie et l'hémicycle rempli d'une foule passionnée, orageuse, nous avons craint qu'il ne fût le complice des rebelles et qu'il n'acceptât un rôle dans leur attentat. Mais ses premières paroles nous ont désabusé. Dirigeant avec une habileté incontestable toute l'attention de cette foule vers le but avouable que les chefs de l'insurrection lui avait présenté, vers la pétition polonaise, il a demandé que le tumulte cessât; et que la foule écoutât la lecture de cette pétition. La parole de M. Louis Blanc fut écoutée; la pétition fut lue; dès lors l'objet de la manifestation étant rempli dans la pensée de la foule qui y prenait part, il ne restait plus à cette foule qu'à se retirer, et qu'à laisser l'Assemblée délibérer librement. C'est ce que demanda M. Ledru-Rollin, entrant ainsi dans la pensée de M. Louis Blanc. Mais ici la scène changea. Le moment était venu pour les chefs du complot de tirer les conséquences de leur acte, et de transformer une manifestation irrégulière, mais avouable, en un attentat criminel.

M. Louis Blanc est resté étranger à cette seconde partie du drame; il n'a à répondre que de la part qu'il a prise à la première; et nous croyons avoir prouvé que cette part, si elle n'est pas irréprochable au point de vue strictement légal, est du moins excusable au point de vue moral et politique; il est évident que le rôle de M. Louis Blanc dans cette journée fatale, a été précisément le même que celui de M. Ledru-Rollin; et que tous deux, voyant l'impossibilité de faire comprendre aux envahisseurs l'illégalité de leur manifestation, ont voulu du moins en restreindre la portée dans des limites qui laissent intactes la paix publique et la souveraineté de l'Assemblée.

Ils ont mis au service de ces deux intérêts puissants leur incontestable popularité, et il serait injuste de ne pas leur en tenir compte. Nous espérons que l'autorisation de poursuivre M. Louis Blanc sera refusée.

BENJAMIN LAROCHE.

Journée du 15 mai. — Rapport de la commission exécutive.

M. Marie a annoncé hier à l'Assemblée nationale que la Commission du pouvoir exécutif présenterait un rapport sur les événements du 15 mai, et sur les mesures prises par l'autorité.

Voici le texte de ce rapport:

La journée du 15 mai a laissé dans tous les esprits de tristes souvenirs.

La Commission du pouvoir exécutif croit qu'il est de son devoir de faire connaître à l'Assemblée comment elle a compris, dans cette journée, la grave mission qui lui a été confiée.

La Commission du pouvoir exécutif ne présentera à l'Assemblée qu'un simple récit; ce qu'elle veut, c'est fixer d'une manière positive tous les faits. Ces faits précisés, toutes les situations seront nettes; il faut qu'elles le soient.

Quelques jours avant le 15 mai, on parlait beaucoup dans Paris de manifestations publiques qui, disait-on, devaient avoir lieu; mais tous les renseignements pris s'accordaient à dire que ces manifestations seraient pacifiques. La conspiration qui a éclaté plus tard ne se révélait alors par aucun indice extérieur et saisissable.

Ces projets sollicitèrent vivement l'attention de la Commission. Cependant d'autres, de même nature, avaient été précédemment annoncés quand en réalité ils n'étaient pas même conçus, que, tout en se livrant à une surveillance active, la Commission n'éprouvait pourtant aucune inquiétude sérieuse.

On doit le dire même, un précédent récent la rassurait: le vendredi

12 mai, en effet, une première pétition pour la Pologne avait été apportée à l'Assemblée, et les pétitionnaires qui, avait-on dit, devaient se présenter avec des intentions menaçantes, s'étaient sans opposition, au contraire, arrêtés à une grande distance, en sorte que tout avait fini par une simple promenade et par le dépôt de la pétition selon les formes ordinaires.

Il était donc permis de croire que la manifestation de lundi, 15 mai, offrirait les mêmes caractères. Les rapports sur les clubs autorisaient cette croyance.

Cette manifestation, avait-on dit dans l'un de ces clubs, sera pacifique et calme; les clubs, les masses comprennent que ce n'est qu'en se conduisant avec une extrême prudence qu'ils reconquerront la position.

Au club centralisateur, le président Huber a déclaré qu'il craignait beaucoup la manifestation, et que, s'il était en son pouvoir de s'y opposer, il n'y manquerait pas.

Le rapport de police, dans lequel ce renseignement est posé, ajoute: « Un citoyen propose d'envoyer auprès des clubs et des corporations pour tenter un dernier effort. Si, dit-il, on ne peut empêcher la manifestation, alors que l'on s'y joigne en masse; mais qu'aujourd'hui même on fasse connaître à tout Paris, par les journaux ou par affiches, enfin par tous moyens, que cette manifestation est toute pacifique, et que son unique but est d'obtenir l'intervention en Pologne et d'enlever aux bourgeois peureux ou réactionnaires toute crainte et tout prétexte de prise d'armes. » (Rapport du 14 mai.)

Telle était la physionomie générale des rapports.

Quoi qu'il en soit, il était du devoir de la Commission de se tenir sur ses gardes. Or, ce devoir, elle croit l'avoir rempli avec zèle, avec activité. Voici les faits:

Le dimanche 14 mai, la veille de la manifestation, la Commission s'empresse d'appeler au Luxembourg les citoyens ministre et sous secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, le préfet de police, le général de la garde nationale, le général de la garde mobile, le général commandant la 1^{re} division militaire et le citoyen ministre de la guerre.

Le but de cette réunion était de s'entendre sur les mesures de défense que la journée du lendemain pourrait rendre nécessaires.

Les trois généraux, le ministre et le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur furent exacts au rendez-vous. Le préfet de police ne vint pas. La discussion s'ouvrit.

Le rassemblement devait se former à la Bastille; son but avoué était d'apporter, en parcourant tous les boulevards, à l'Assemblée nationale, une pétition en faveur de la Pologne; nous savions tout cela. Les mesures à prendre étaient donc, par cela même, nous en convenons, clairement tracées; surveiller le point de départ et la ligne des boulevards, garder soigneusement la place et le pont de la Concorde, voilà ce qu'il fallait faire. A cet effet, nous devions en appeler tout à la fois et à la police et à la force armée.

Le général de la garde nationale reçut de nous l'ordre de commander, dans chaque légion, pour le lendemain, une réserve armée prête à marcher au premier signal, et de la diriger sans retard sur tous les points qui seraient menacés, notamment sur le pont et la place de la Concorde. Le conflit, s'il devait y avoir conflit, ne pouvait guère, en effet, s'engager qu'à cet endroit.

De son côté, le général Tempora reçut l'ordre de tenir à la disposition de l'Assemblée trois bataillons de la garde mobile, et de conserver en réserve et prêts à marcher les autres bataillons distribués dans les différentes casernes.

Enfin, le général Faucher reçut l'ordre de tenir à l'Ecole militaire, aussi prêts à marcher, toutes les troupes disponibles, infanterie, cavalerie, artillerie. Seulement il ne devait sortir que dans le cas où une attaque sérieuse lui en imposerait l'impérieuse obligation.

Le citoyen ministre de la guerre pensa, et nous crûmes avec lui, qu'il serait bon encore de donner l'éveil aux troupes en garnison à Versailles, Saint-Germain, Melun, Orléans, pour qu'elles pussent répondre au premier appel; en conséquence, il fut arrêté que cette mesure de précaution serait prise ou le soir même ou le lendemain. Ces dispositions faites et bien entendues, le conseil s'ajourna.

L'exécution de tous ces ordres devait évidemment mettre sur pied une force militaire imposante et donner l'éveil à une force plus imposante encore qui, en peu d'heures, serait en face des factieux. Ce premier besoin de la situation était donc satisfait.

Il restait à la Commission à demander à la police une surveillance intelligente, active, dévouée; cette surveillance, la Commission la demandait naturellement au magistrat que la République avait placé à la tête de la préfecture, et qui, seul ou presque seul, pouvait en effet répondre utilement à cette nécessité sociale.

Ajoutons que, là encore, la Commission croyait pouvoir trouver, non-seulement une surveillance efficace, des avertissements prompts et utiles, mais encore une force vive dans l'intervention, selon l'événement, de ces corps auxiliaires organisés, non pour l'émeute sans doute, mais pour l'ordre, sous le nom de montagnards; garde républicaine et garde lyonnaise.

Ce second besoin de la situation était donc également satisfait.

Telle a été, pour la Commission, la journée du 14 mai. Elle crut devoir la terminer en faisant afficher sur les murs de Paris une proclamation contre les attroupements. « La Commission, y disait-elle, saura maintenir avec vigueur et par tout la tranquillité menacée. »

Maintenant, qu'il lui soit permis d'affirmer que ses prévisions ont devancé les faits et que ses dispositions pour la défense, en conséquence de ces prévisions, ont été suffisantes, plus que suffisantes même, pour balancer et combattre la manifestation du lendemain.

Poursuivons.

Conformément aux ordres reçus, le 14, entre quatre, cinq et six heures du soir, le général Courtais invite par lettre les colonels des légions de Paris à réunir, pour le lendemain matin à neuf heures, une réserve de 4,000 hommes par chaque légion.

LA TRIBUNE.

Par une autre lettre, il prie les colonels de se rendre à l'état-major général le soir à huit heures, pour affaires de service.

Un rapport du colonel Tracy, envoyé le 20 mai à la commission, indique ce qui s'est passé à l'état-major à ce rendez-vous du soir.

On y lit :

« Le 14 mai, à huit heures du soir, le général Courtais ayant réuni tous les colonels des légions, il leur fit connaître les dispositions qu'il avait prises en prévision de la manifestation à laquelle on s'attendait pour le lendemain. En ce qui concerne la 1^{re} légion, la réserve de 1,000 hommes devait occuper le pont de la Concorde, pour interdire le passage aux colonnes des pétitionnaires qui voudraient passer outre, etc. »

« Des la soirée du 14, il y avait donc deux précautions prises : force commandée, entente avec les chefs placés à la tête de cette force. »

La nuit du 14 au 15 se passa tranquillement. Quelques rassemblements dans les rues et dans les clubs, une assez grande agitation ; voilà ce que constataient les rapports de police.

Ces clubs, au reste, avaient hésité longtemps à se rendre à la manifestation polonoise ; et même ils ne prirent fermement la résolution contraire que dans la nuit, en recommandant d'ailleurs avec insistance, si les rapports sont exacts, le calme et la paix. (Voyez le rapport du 15.)

Le 15 mai, dès le matin, la commission était réunie au Luxembourg. Elle avait cru devoir laisser les chefs militaires tout entiers aux dispositions qu'ils avaient à prendre ; mais elle avait convoqué le citoyen ministre de l'intérieur et le citoyen préfet de police. On comprend l'utilité, la nécessité de cette double convocation.

Elle avait eu le soin, en outre, de s'entourer d'officiers d'ordonnance, en nombre suffisant pour qu'il n'y eût aucun retard dans les missions à donner.

Le citoyen ministre de l'intérieur et le sous-secrétaire d'Etat se rendirent à la convocation ; le préfet de police n'y vint pas. Il s'excusa ainsi :

« La luxation qui me retient au lit depuis près de trois jours ne me permet pas de me rendre près de vous. Si cependant vous jugez ma présence indispensable, j'attends vos ordres, et je me ferai transporter au Petit-Luxembourg pour assister à vos délibérations. »

La commission demanda des rapports sur les faits de la nuit, sur ce qui se passait sur les boulevards et à la Bastille. Etre éclairée, parfaitement éclairée sur le mouvement projeté, voilà ce qu'elle voulait avant tout.

Ces rapports n'étaient pas parvenus encore au ministère de l'intérieur. Cela était fâcheux, mais n'avait pourtant en soi rien d'extraordinaire.

En attendant, la commission jugea utile de diriger elle-même sur tous les points suspects les officiers d'ordonnance qu'elle avait à sa disposition.

Bientôt cependant quelques rapports lui parvinrent. Les rassemblements lui sont présentés, dans ces rapports, comme pacifiques. « Les ouvriers, y est-il dit, se réunissent bannière en tête. Quelques groupes assez forts stationnent sans paraître offensifs. » Dans un rapport, il est vrai, on ajoute que des discours factieux ont été prononcés, qu'il y a quelques armes cachées sous les vêtements. On y parle aussi de la présence des clubs ; mais on annonce que la Société des Droits de l'Homme n'a écrit ni ordonnance ni permanence, ni prise d'armes. Puis vient ce post-scriptum : « La proclamation signée par les membres du Gouvernement, et qui vient d'être affichée, fait bon effet ; elle rassure un peu la population, qui est réellement effrayée. Les ateliers nationaux sont sur leurs chantiers et ils travaillent. »

Dans un autre :

« La manifestation, rassemblée place de la Bastille, s'est mise en marche à onze heures dix minutes, et a pris les lignes des boulevards ; ils ne sont pas armés. »

Parmi les clubs réunis, le club Blanqui était indiqué comme devant inspirer de l'inquiétude ; mais l'un des rapports émané du ministère de l'intérieur porte cette nouvelle rassurante : « Toutes les mesures sont prises, et M. Caussidière est d'accord avec nous pour arrêter au premier mouvement Sobrier et Blanqui. Blanqui est entouré. »

Quelques instants avant, une ordonnance du préfet de police était venue lire à la Commission, au nom du préfet, que la manifestation avait à sa tête des hommes dont il pouvait répondre comme de lui-même.

Au reste, la Commission avait elle-même, dès le matin neuf heures, donné l'ordre d'arrêter les principaux clubistes.

La situation résumée dans les rapports qui viennent d'être analysés était donc grave sans doute. Cependant rien ne faisait prévoir une telle violence ; plusieurs manifestations de même nature avaient eu lieu depuis l'établissement de la République ; elles s'étaient accomplies sans danger. En serait-il de même de celle-ci ?

Cependant la force commandée la veille ne devait pas moins se tenir prête. S'est-elle levée en effet ?

Voici, à cet égard, ce qu'écrivait le général Courtais, le 15 mai au matin, au citoyen Pagnerre, secrétaire de la Commission : « Les nouvelles que je reçois sont tranquilisantes : sous le rapport des intentions, quant au nombre, il sera considérable. Ils regardent comme une espèce de défi et de point d'honneur de se porter à l'Assemblée. Il avait été question d'y arriver avec des armes ; mais ils reculent devant cette pensée. Toutes mes précautions sont prises : la garde nationale est toute prête. »

La garde nationale, en effet, avait été réunie dès le matin. Chaque légion présentait une réserve disponible de 4,000 hommes. Les réserves : quelques légions dépassèrent même ce chiffre. Tout Paris, d'ailleurs, fut sur ses gardes, et l'on pouvait assurément compter sur son dévouement et sur son initiative courageuse.

La banlieue avait été aussi appelée.

Une lettre du général Courtais, datée du 15 mai, porte :

« Colonel, vous commanderez, pour ce matin, onze heures, 500 hommes de piquet à la mairie de Grenelle. »

« 500 à Montrouge ; »

« 500 à Vaugirard ; »

« 500 à Gentilly ; »

« Dans le cas où j'aurais besoin de faire entrer ces bataillons dans Paris, vous en seriez prévenu. »

« Si vous entendiez battre le rappel dans Paris, vous le feriez battre : suite dans vos bataillons. A ce signal vous dirigerez les bataillons de renelle et Vaugirard sur l'Assemblée nationale, etc. »

Ces ordres avaient été exécutés. Quant aux gardes mobiles et aux troupes, voici comment, selon les rapports, elles étaient disposées.

Indépendamment des mesures générales prises par le général Temuraire, en cas de rappel battu, et pour mettre en campagne tous les bataillons de la garde mobile, des mesures spéciales pour parer aux événements prévus furent adoptées ainsi qu'il suit :

Sur l'ordre même du citoyen président de l'Assemblée, deux bataillons de garde mobile furent placés dans le jardin du palais, un vis-à-vis le pont du Gros-Caillou ; un sur la place des Invalides.

En outre, un bataillon de la 3^e légion était ce jour-là de service auprès de l'Assemblée nationale, et la réserve de la 16^e légion devait s'y joindre.

Le général Fouchier avait aussi, de son côté, pris ses positions. Dans la nuit du 14 au 15, sur l'ordre du ministre de la guerre (le citoyen Clarras), les piquets avaient été renforcés de deux escadrons ; les troupes disponibles à Vincennes et à Saint-Denis (2 bataillons et demi et une batterie) avaient été prévenues de se tenir prêtes à marcher.

Le 15, au matin, des ordres sont expédiés aux garnisons de Saint-Denis, Versailles, Melun, Fontainebleau, Orléans, de marcher sur Paris.

A midi, toutes les troupes disponibles sont mises sur pied ; le 2^e dragons monte à cheval.

A la caserne du quai d'Orsay, 4 bataillons, 4 escadrons et 1 batterie viennent se masser à l'extrémité de l'espérance des Invalides.

Assurément donc, la force n'a pas manqué, elle ne voulait qu'être dirigée par les hommes à qui le commandement en avait été confié.

Cette direction même, si l'on consulte des pièces écrites, authentiques, semble avoir été bien prise ; le général Courtais l'indiqua au général Tempore, dans une lettre datée du 15 mai, cinq heures et demie du matin :

« J'ai l'honneur de vous informer que les bataillons de la garde nationale seront ainsi disposés :

- « La 1^{re} légion à la tête du pont de la Révolution ;
- « La 2^e, sur la place et le quai des Tuileries ;
- « La 3^e, sur le Carrousel et le quai, pour garder le pont National ;
- « La 4^e, au Louvre, gardant les ponts des Arts et des Tuileries ;
- « La 5^e, place du Châtelet, gardant le pont Neuf ;
- « Les 6^e et 7^e, rues Saint-Denis et Saint-Martin, jusqu'à l'hôtel de ville ;
- « Les 8^e et 9^e, à l'hôtel de ville ;
- « La 10^e, à l'Assemblée nationale ;
- « La 11^e et la 12^e, au Luxembourg ; »

Dans une autre lettre du même général au citoyen président de l'Assemblée, on lit :

« J'ai l'honneur de vous prévenir que ce matin il y aura :

- « 1,000 hommes en plus de la 16^e légion à l'Assemblée nationale ;
- « 1,000 hommes de la 1^{re} à la tête du pont ;
- « 1,000 hommes de la 2^e aux Tuileries ;
- « 1,000 hommes de la 3^e place du Carrousel ;
- « 1,000 hommes de la 4^e au Louvre. »

« Tous ces bataillons se porteront sur l'Assemblée ; toutes les précautions sont prises pour avoir, au premier signal, toutes les légions. »

A huit heures, le ministre de l'intérieur connaissait cette dépêche, et s'assurait ainsi que les ordres de la veille avaient été bien exécutés.

Mais cette direction indiquée a-t-elle été conservée et suivie ?

Citoyens, la force était suffisante ; mais, la Commission le dit à regret, le commandement seul a manqué ; il n'y eut pas assez d'unité.

La 1^{re} légion devait occuper le pont ; elle ne l'a point occupé : elle n'est arrivée que lorsqu'il était déjà envahi.

La 4^e légion s'y était, il est vrai, portée à midi moins un quart ; elle avait même reçu l'ordre de s'y former en bataille, et d'opposer au rassemblement une masse impénétrable.

Mais un instant après, ordre contraire fut donné par le général Courtais, et, par suite de cet ordre, la chaussée fut démasquée ; le rassemblement put librement y pénétrer.

Les autres légions sont restées avec leurs réserves, attendant des ordres, et n'en ont reçu que dans l'après-midi.

Le 2^e légion, notamment, avait, dès huit heures du matin, conduit 4,400 hommes au jardin des Tuileries. Ils y sont restés, l'arme au pied, presque toute la journée. A l'approche des colonnes, ils demandent des cartouches ; ils n'en obtiennent point, et n'en reçoivent de leur mairie qu'à deux heures et demie.

Les bataillons et escadrons de l'armée, l'artillerie, massés sur l'esplanade, restent tous inactifs ou même reçoivent des ordres de retraite.

Que faisait cependant la Commission exécutive ?

Les ordres donnés et placés en des mains qu'elle jugeait capables et fidèles, elle aurait pu s'arrêter et attendre.

Elle n'a pas accepté ce rôle passif.

De tous côtés, elle dirige des ordonnances pour suivre le mouvement de la manifestation.

Elle fait plus : elle envoie des estafettes sur le pont, sur la place de la Concorde, afin de reconnaître si ces positions sont bien gardées, si l'on est prêt à opposer aux masses agressives des masses profondes et impénétrables : tout était là. A ce moment, les ordres donnés dans ce sens avaient été exécutés ; en effet, des troupes stationnaient sur la place ; le pont était garni. Comment croire qu'une disposition opposée n'aurait prise un instant plus tard, comme elle l'a été effectivement ?

Vers midi, la Commission exécutive, pensant que, pour mieux accomplir ses devoirs, il serait bon de diviser son action, décide que trois de ses membres se rendront à l'Assemblée ; que deux autres et le secrétaire resteront au Luxembourg. Les premiers surveilleront ainsi de plus près les événements et donneront les avis nécessaires pour parer aux éventualités ; les seconds devront, selon ces éventualités, prendre des mesures actives et décisives.

A leur arrivée à l'Assemblée, les citoyens Ledru-Rollin et Marie apprennent, à leur grande surprise, que le pont a été traversé, que les pétitionnaires sont à la grille qu'ils veulent en forcer l'entrée. A l'instant même, ils y courent ; le citoyen Lamartine y vient de son côté ; mais toutes les paroles de conciliation sont bientôt inutiles : la porte de la grille est ouverte, fermée, ouverte encore et refermée ; la grille elle-même est escaladée.

Le crime est consommé.

Citoyens, l'émeute a bien pu, malgré la force matérielle, envahir votre sanctuaire ; mais, grâce à Dieu, elle s'est brisée devant cette force morale que votre attitude calme et digne lui a opposée. Un instant, il est vrai, vous avez siégé comme sur la place publique, mais vous avez siégé et la majesté de la patrie, rayonnante autour de vos personnes, a voilé de son éclat cette débauche factieuse que la gravité de l'histoire ne permet pas même d'enregistrer.

Pendant que ces événements à jamais déplorables se passaient à l'Assemblée, la commission continuait d'agir.

Le citoyen Pagnerre, que les membres de la commission restés au Luxembourg avaient envoyé pour s'assurer de la pleine exécution des ordres qui devaient garantir la défense du pont de la Concorde arrivait au moment même où l'Assemblée était envahie. Il s'empressa de retourner au Luxembourg afin d'informer les citoyens Arago et Garnier-Pagès de ce qui venait de se passer.

Il était alors une heure environ.

Sur cet avis, et de une heure un quart à une heure et demie, la commission du pouvoir exécutif donne l'ordre à toutes les mairies de battre le rappel par bataillons. A deux heures, elle expédie le même ordre à l'état-major général de la garde nationale.

En sorte que de deux points à la fois part l'ordre du rappel.

Sur cet ordre, reçu à une heure un quart par la 10^e légion, à qui il avait été donné par le citoyen Pagnerre lui-même, à une heure et demie par la 11^e légion, et par les autres à deux heures trente-cinq et quarante minutes le rappel est battu partout.

De leur côté, les questeurs et le citoyen vice-président avaient aussi écrit dans le même sens aux mairies.

C'est alors qu'on vit en une heure surgir toutes les colonnes qui, à la voix du rappel, vinrent inonder les rues de la capitale.

Il fallait indiquer la direction.

La Commission la donne. Elle signale comme points à défendre : l'Assemblée, l'hôtel de ville, la Préfecture de police, la Banque, le Luxembourg.

A trois heures et demie la Commission investit le général de division Fouchier du commandement de toutes les forces militaires de Paris, y compris la garde nationale mobile.

Elle reconstitue ainsi l'unité de commandement, sans laquelle les masses les plus imposantes se dispersent et s'épuisent.

Bientôt des forces considérables marchent dans la direction donnée, et notamment vers l'Assemblée envahie.

Elles marchent avec résolution, mais aussi avec prudence. A ce moment une grave responsabilité pesait sur les membres de la Commission.

Délivrer l'Assemblée des factieux qui l'avaient envahie et qui la menaçaient, c'était un devoir devant lequel assurément ils n'hésitaient pas ; mais ils savaient que les hommes qui avaient pénétré dans la salle des séances étaient porteurs d'armes cachées. S'arrêteraient-ils dans la voie de violence où ils s'étaient engagés ? cernés par la force, attaqués par elle, que feraient-ils ? Quels conseils recevraient-ils d'une position désespérée et vaincue ? Que tous ceux qui ont été témoins des scènes de désordres de l'Assemblée nationale se consultent et répondent.

La Commission ne se laissa point absorber par ces pensées ; elle sut concilier l'activité et la prudence. Par ses ordres, les légions continuèrent à s'avancer.

L'accumulation des forces produisit son effet ; protégée par cette démonstration extérieure, l'énergie de quelques citoyens put dégager l'Assemblée, la première, la garde mobile, ayant à sa tête les citoyens Bertrand et Duclerc, ministre des finances, entra dans la salle, batifaya les factieux. Redevenue libre, la séance est reprise ; en l'absence du président renversé de son fauteuil par la violence, le citoyen Duclerc, ministre des finances, prend accidentellement possession de la présidence.

Cependant le bruit de la dissolution de l'Assemblée nationale et de la proclamation d'un nouveau gouvernement provisoire s'était répandu dans Paris ; les factieux, en quittant l'Assemblée, s'étaient dirigés vers l'hôtel de ville et avaient annoncé qu'ils se porteraient ensuite sur le Luxembourg.

Dans cette situation, la Commission pensa que l'Assemblée nationale ne pouvait pas un instant cesser de manifester son existence ; que si le lieu de ses séances était envahi, elle devait, en attendant que la force publique eût fait justice de cet attentat, continuer ailleurs le cours de ses délibérations. En conséquence, la Commission envoya auprès de l'Assemblée pour l'engager à venir siéger au Luxembourg.

Les légions de Paris devaient venir s'y grouper autour d'elle.

Une proclamation dans ce sens fut publiée et affichée.

L'hôtel de ville menacé appelait aussi l'attention. Aussitôt après l'ordre rétabli dans l'Assemblée, les citoyens Ledru-Rollin et Lamartine, apprenant que les insurgés s'étaient dirigés de ce côté, résolurent de s'y transporter. En effet, ils partent à la tête d'une colonne de la garde nationale.

Arrivés devant l'hôtel de ville, qui était déjà envahi, ils y restèrent jusqu'au moment où les factieux furent arrêtés et l'hôtel de ville dégagé.

La Commission avait aussi à veiller. En conséquence elle dirigea des forces de ce côté. Elle avait demandé par lettres à tous les maires de l'instruire de l'importance des masses qui avaient répondu à l'appel. Elle sut ainsi quelles pouvaient être ses ressources.

Le citoyen Arago, l'un de ses membres, accompagné du citoyen Pagnerre, se rend en ce moment rue de Tournon et annonce à la 11^e légion, qui stationne dans cette rue, qu'il va se placer à sa tête et s'avancer sur l'hôtel de ville ; mais les dispositions prises pour recevoir l'Assemblée, si elle croit devoir descendre à l'invitation de la Commission, font renoncer à ce mouvement. D'autres légions étaient d'ailleurs en marche vers ce point que l'émeute avait choisi pour y proclamer le gouvernement provisoire.

Un rapport du citoyen maire de Paris a fait connaître ce qui s'est passé à l'hôtel de ville ; il est donc inutile d'en parler plus longuement.

Au milieu de ces faits graves, un incident doit trouver sa place. Dans le moment même où la Commission, à laquelle venait de se réunir le citoyen Marie, après sa sortie de l'Assemblée, organisait une défense générale contre l'émeute, deux hommes arrivent au Luxembourg ; l'un d'eux, le sieur Quantin, s'adressant au citoyen Arago, lui dit qu'il vient, au nom du nouveau gouvernement provisoire, prendre possession du palais ; le citoyen Arago l'arrête de sa main et le fait enfermer.

Un autre est incarcéré sur l'ordre du citoyen Garnier-Pagès.

A l'hôtel de ville, les mêmes faits se produisaient, mais sur une plus large échelle, contre les factieux cernés de tous côtés, et la Commission apprit bientôt que la mairie de Paris n'avait été qu'un instant soulevée.

Elle apprit aussi que l'Assemblée nationale avait pu reprendre sa séance et l'exercice de sa souveraineté.

Ainsi, après quelques heures d'une lutte insensée, l'émeute s'était évanouie devant l'attitude fière et calme du peuple tout entier.

La conspiration du 15 mai était désormais vaincue, sans combat, sans effusion de sang, par la seule puissance du droit, cette puissance qui a fondé la République et qui la défendra contre toutes les factions.

La commission du pouvoir exécutif n'attendra pas plus loin son rapport ! Y a-t-il eu complot ? quels sont les coupables ? Ces questions appartiennent à la justice ; la justice les résoudra avec calme, mais avec fermeté.

Cependant, en dehors de l'action judiciaire, il y avait des mesures administratives à prendre. Permettez à la commission de vous dire que ces mesures, elle les a prises ; qu'elle veille avec ardeur au maintien de la tranquillité ; que, pour accomplir ce devoir, le plus sacré de tous, elle ne reculera devant aucun effort.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

Assemblée nationale.

La Commission du pouvoir exécutif a proposé,

L'Assemblée nationale a adopté,

La Commission du pouvoir exécutif promulgue le décret dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Les conseils de prud'hommes actuellement existants seront réorganisés d'après les bases suivantes :

Art. 2. Une instruction ministérielle déterminera le nombre des membres de chaque conseil. Ce nombre sera au minimum de six membres et au maximum de vingt-six, et toujours en nombre pair.

Le nombre des prud'hommes ouvriers sera toujours égal à celui des prud'hommes patrons.

Art. 3. Dans un délai de quinze jours, à dater de la promulgation du présent décret, il sera procédé à une nouvelle élection des membres de ces conseils.

Art. 4. Les patrons et les ouvriers seront convoqués séparément par le préfet, pour procéder, par scrutin de liste, à la majorité relative, à la désignation, dans leurs catégories respectives, d'un nombre de candidats triple de celui des membres à nommer.

L'assemblée des ouvriers sera présidée par le juge de paix, et l'assemblée des patrons par le suppléant du juge de paix.

Art. 5. La liste des candidats ainsi nommés sera transmise par le président de chaque assemblée aux maires de la circonscription du tribunal des prud'hommes, pour être publiée et affichée.

Art. 6. Dans les huit jours qui suivront cette publication, les patrons et les ouvriers seront convoqués de nouveau pour procéder séparément, et sur la liste des candidats dressée conformément à l'art. 5, les patrons à l'élection des prud'hommes ouvriers, et les ouvriers à l'élection d'un même nombre de prud'hommes patrons. Cette élection sera faite à la majorité absolue.

Art. 7. Il sera dressé procès-verbal des opérations électorales. Si ces opérations n'ont donné lieu à aucune protestation, le président de chaque assemblée proclamera prud'hommes ceux qui auront obtenu le plus de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé sera préféré.

Art. 8. En cas de protestation, le procès-verbal, avec les pièces à l'appui, sera envoyé au préfet, par qui il sera transmis au conseil de préfecture, qui statuera dans le délai de huit jours.

Art. 9. Sont électeurs tous les patrons, chefs d'atelier, contre-maitres, ouvriers, compagnons, âgés de vingt et un ans, et résidant, depuis six mois au moins, dans la circonscription du conseil de prud'hommes.

Art. 10. Sont éligibles tous les patrons, chefs d'atelier, contre-maitres, ouvriers, compagnons, âgés de vingt-cinq ans, sachant lire et écrire, et domiciliés depuis un an au moins dans la circonscription du conseil.

Art. 11. Ne pourront être électeurs ni éligibles les étrangers, les faillis non réhabilités, toute personne enfin qui aurait subi une condamnation pour un acte contraire à la probité.

Art. 12. Tous ceux qui, depuis plus d'un an, payent la patente et occupent un ou plusieurs ouvriers, seront considérés comme patrons et voteront dans l'assemblée des patrons.

Les contre-maitres et chefs d'atelier voteront également dans l'assemblée des patrons.

Art. 13. Les chefs d'atelier et les contre-maitres pourront être élus à la prud'homie, sans toutefois qu'ils puissent former plus du quart des membres du conseil.

Art. 14. Les conseils seront renouvelés par tiers tous les ans. Le sort désignera ceux des prud'hommes qui seront renouvelés la première et la seconde année.

Les prud'hommes seront rééligibles.

Art. 15. Les prud'hommes rempliront désormais leurs fonctions au même titre. Toute distinction entre les titulaires et les suppléants est en conséquence supprimée.

Art. 16. La présidence des conseils sera alternativement dévolue, par voie d'élection, à un patron et à un ouvrier titulaire.

La présidence donnera voix prépondérante.

Art. 17. La durée de la présidence sera de trois mois.

Art. 18. Les patrons éliront, à la majorité absolue, le président ouvrier, et les ouvriers éliront à leur tour, et en la même forme, le président patron.

Le sort décide de la première présidence.

Art. 19. En cas de partage, le plus âgé sera élu.

Art. 20. L'art. 15 est applicable, dans toutes ses dispositions, à l'élection du vice-président, lequel sera pris dans la même catégorie que le président.

Art. 21. Le président et le vice-président seront rééligibles.

Art. 22. Une audience, au moins par semaine, sera consacrée aux conciliations. Cette audience sera tenue par deux membres, l'un patron, l'autre ouvrier.

Art. 23. Ce conseil se réunira au moins deux fois par mois, pour juger les contestations qui n'auraient pu être terminées par voie de conciliation.

Le conseil sera composé de quatre prud'hommes patrons et de quatre prud'hommes ouvriers.

Art. 24. Il sera procédé, dans le plus bref délai, à la révision des lois, décrets, et règlements concernant les tribunaux de prud'hommes.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 mai 1848.

Les président et secrétaires de l'Assemblée nationale.

La Commission du pouvoir exécutif,

Vu le rapport qui lui a été fait par le ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Arrête :

Les bibliothèques de l'ancienne liste civile, savoir :

La bibliothèque du Louvre, celles des Tuilleries, de Fontainebleau, de Compiègne, de Versailles, de Trianon, de Saint-Cloud, de Meudon, de l'Elysée, du Palais-National et du château de Pau,

Sont rattachées au département de l'instruction publique et des cultes ;

Les archives dites de la couronne rentreront également dans les services du même département.

Fait à Paris, le 30 mai 1848.

Les membres de la Commission du pouvoir exécutif.

Arrestation d'un agent de Henri V.

Ce soir, à six heures, l'arrestation de quatre individus a eu lieu dans les circonstances suivantes :

Vers cinq heures et demie, deux ouvriers menuisiers que le chômage de leur état a obligés, comme tant d'autres, à se réfugier dans les ateliers nationaux, venaient de quitter leur chantier de travail, où ils avaient reçu le salaire de la journée. En revenant chez eux et passant par la barrière des Martyrs, ils entrèrent dans un cabaret de la chaussée des Martyrs, et situé en face du traiteur dont la maison est bien connue sous l'enseigne du *Bœuf Rouge*.

Les deux menuisiers, entrés dans la salle à boire, se placèrent à côté de quatre hommes déjà attablés. L'un de ces hommes portait un képi de sous-officier, deux étaient en blouse et le quatrième, déjà âgé, se disait ancien officiersous l'empire. Leur conversation roulait sur la politique, ils ne se gênaient pas pour attaquer tous les actes accomplis depuis le 24 février, et ils manifestaient leurs regrets de n'avoir pas vu réussir l'insurrection du 15 mai.

L'un des deux menuisiers, homme réservé, et qui, du premier coup d'œil, avait vu à qui il avait affaire, se garda de les contredire ; et, par un des demi-mots d'approbation, parvint bientôt, le vin aidant, à gagner toute leur confiance. En versant une dernière bouteille, l'homme au képi, prenant un air sérieux et tirant quelque chose de sa poche, ajouta bientôt : « La République, Barbès et Blanqui, ce n'est pas cela qu'il nous faut ; voilà ce que nous voulons... » et, ce disant, il déroulait un ruban vert sur lequel se détachaient, en jaune, un H et un V. Une nouvelle approbation apparente des menuisiers ajouta à la bonne intelligence des buveurs, mais elle ne tarda pas à cesser quand il s'agit de faire le compte des bouteilles bues.

L'un des deux menuisiers, qui savait désormais à quoi s'en tenir sur le compte de ces hommes, voulant éviter toute discussion, fait signe à son camarade, et tous deux vont au comptoir payer ce qu'ils avaient commandé ; mais pendant que l'un payait, l'autre écrivait un mot qu'il faisait porter aussitôt au corps de garde de la barrière des Martyrs.

Deux minutes après, et au moment où l'auteur du billet rentrait dans la salle et était déjà en butte à de mauvais traitements, trente hommes de la garde nationale de Montmartre, commandés par un sergent et un caporal, faisaient irruption dans le cabaret et arrêtaient les quatre individus.

Conduits d'abord au poste, ils ont été remis à plusieurs jeunes gens de la garde mobile qui se sont offerts de les conduire immédiatement à la préfecture de police, et les y ont escortés le sabre à la main.

La Commission exécutive a tenu conseil, dans la nuit d'hier, au Luxembourg. M. Bastide et l'amiral Casy étaient à ce conseil.

M. Carnot, ancien officier d'artillerie et cousin du ministre de l'instruction publique, est nommé préfet du Doubs. M. Jules Allain, ancien commissaire dans les Ardennes, est nommé dans le Jura ; M. Desjardin-Beaumont, maire adjoint du 10^e arrondissement de Paris, est appelé à la préfecture du Puy-de-Dôme.

On dit que des poursuites sont ordonnées contre le signataire et l'imprimeur de l'affiche proposant le prince de Joinville comme candidat à l'Assemblée nationale.

Le choléra à Constantinople.

On lit dans le *Courrier d'Athènes* :

« D'après les lettres de Constantinople, le choléra, au lieu de diminuer, s'étend de jour en jour sur divers points de l'empire ottoman qui n'avaient pas été visités jusqu'ici. C'est surtout près des embouchures du Danube qui fait les plus grands ravages. »

M. A. Blaise est nommé directeur du mont-de-piété.

Commission chargée de l'examen de la demande en autorisation de poursuivre le citoyen Louis Blanc.

MM. Leblond, Dubruel, Avond (Auguste), Woïrhaye, Fresnoy, Bac, Vogué, Donesle, Abbaticci, Langlois (Emile), Bonjean, Favre (Jules) Roger, Favreau, Porion, Renouard, Denjoy, Join.

Emeutes à Berlin et à Königsberg.

Hier soir à huit heures, une grande foule s'est rendue au marché de la Gendarmerie et a commencé un charivari devant une maison de la Charlottenstrasse. Le cor d'alarme sonna, et l'on vit arriver quelques compagnies de la garde bourgeoise. La foule se retira, mais les attroupements se formèrent de nouveau plus loin, et poussèrent des cris contre la garde nationale. Après les sommations et un roulement de tambour, on dispersa la foule au pas de charge. On dit qu'il y a eu des blessures faites par des coups de croûte. La multitude, irritée, se retira vers les tilleuls et délibéra. De là elle se rendit vers la maison du général d'Aschoff et se plaignit de l'intervention de la garde nationale. Quelques personnes se rendirent auprès de lui pour lui exposer leurs griefs. Il répondit que les charivaris continuels avaient forcé l'autorité d'appeler la garde nationale.

La foule appela le général, qui se présenta sur le seuil de la porte de sa maison. On cria : La démission ! la démission ! N'ayant pu calmer l'irritation, il rentra chez lui. Alors on délibéra sur ce qu'il y avait à faire. Plusieurs orateurs voulaient que l'on nommât une commission d'enquête. On accusa aussi la landwehr. Quelques orateurs donnèrent des conseils de modération ; mais la majorité persista à vouloir que le général d'Aschoff donnât sa démission. On somma les attroupements de se disperser ; ensuite la garde nationale les repoussa au pas de charge jusqu'aux Tilleuls. On dit qu'il y a eu des blessures. On avait tenté de dresser des barricades ; mais la garde nationale s'y opposa. A une heure, le calme était rétabli. (*Gazette de Voss.*)

— Hier soir, une collision a encore eu lieu entre les habitants armés et ceux qui ne le sont pas, à l'occasion des charivaris qui ont lieu tous les jours. Dès huit heures du soir, on avait déjà battu le rappel. A deux heures du matin, on a entendu battre la générale. Cependant c'était une fausse alerte, et les bourgeois rentrèrent chez eux très-irrités contre le général d'Aschoff. Aujourd'hui ce général a déclaré que ce n'était pas lui qui avait signé l'ordre de battre le rappel. Plus tard, il aurait dit que l'ordre était venu de l'autorité supérieure. Cette affaire n'est pas très-claire, et une partie de la garde nationale veut prier le commandant provisoire de déposer ses fonctions. On est assez inquiet pour ce soir. (*Gazette d'Aix-la-Chapelle.*)

Le 27, d'après la *Gazette de Voss*, des troubles graves ont éclaté à Königsberg.

« Hier notre ville a pris tout à coup un aspect belliqueux. La garde civique avait pris les armes. La majeure partie des troupes avait été consignée, et de forts détachements de cavalerie, d'artillerie et d'infanterie parcouraient la ville. La garde civique fut obligée de faire usage de ses armes contre les attroupements qui lui avaient lancé des pierres. On croisa la baïonnette, et la garde civique à cheval chargea à coups de sabre. Plusieurs personnes ont été blessées. Un ouvrier est, dit-on, déjà mort des suites d'une blessure. La garde civique n'a eu que des contusions. »

« Cette collision fâcheuse a été amenée par la nouvelle répandue que l'on avait remarqué un déficit considérable dans une caisse d'inhumation des pauvres, et que cette caisse ne pouvait plus remplir ses engagements. Le directeur de la caisse a été l'objet des invectives. Pour le sauver, il a fallu l'arrêter. L'inquiétude générale n'a cessé qu'à onze heures. De nombreuses arrestations ont eu lieu. »

On a arrêté hier, rue Meslay, un individu qui jetait dans les caves des boules inflammables. A la suite des perquisitions faites

sur lui et à son domicile, des boules du même genre ont été trouvées et saisies par la police.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. NAPLES. — La Liberté de Lyon a reçu de Naples la lettre suivante :

« Dès le 17, avant que l'on connût les incendies, les scènes de pillage et la tuerie barbare qui ont déshonoré les troupes royales, la ville de Cosenza était en insurrection.

« Dès que les restes mutilés des Calabrais ont regagné leur province en fugitifs, et qu'ils ont parlé, les Calabrais se sont levés en masse, et ont égorgé jusqu'au dernier des soldats du roi. Ceci demande confirmation ; mais quant au gouvernement provisoire de Cosenza, il en existe des bulletins imprimés qui inondent Naples clandestinement. L'intendant de la province est à la tête de ce mouvement.

« Dans la province de Campobasso, à Larzine, 500 gendarmes ont été, dit-on, massacrés.

« La Poënie, au moins la Capitanana, remue. On prétend que Charles-Albert, fatigué du mauvais vouloir de Ferdinand, le menace de la guerre pour ne pas être exposé à se voir pris en flanc par ce Bourbon dont la franchise et le dévouement à la cause de l'Italie sont plus que douteux.

« On attend, d'un moment à l'autre à Naples, une escadre anglaise et russe. Si toutes ces nouvelles sont vraies, et on les donne comme telles, le règne de Ferdinand ne sera probablement pas très-long.

« Le bruit court aussi que le nouveau président du conseil n'ayant pu obtenir une amnistie générale pour les derniers révoltés, ni la réorganisation de la garde nationale, aurait donné sa démission.

« Un gouvernement provisoire est constitué à Cosenza ; il est composé de dix-neuf personnes. Le massacre des troupes ne se confirme pas ; elles ont rendu leurs armes au peuple.

« Des dons patriotiques sont offerts en abondance au gouvernement provisoire : 12,000 hommes sont organisés, et il y en a peut-être maintenant 30,000 en mouvement. Salerne fait cause commune avec Cosenza.

— On lit dans l'Echo d'Oran du 20 mai :

« Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la population juive de notre ville s'est portée ce matin aux plus déplorables excès : la voix de M. Garbé, directeur des affaires civiles, qui leur enjoignait de se soumettre à la loi française, a été méconnuë et les affiches de l'autorité ont été déchirées. La police, accompagnée de la force armée, est arrivée pour rétablir l'ordre dans le quartier juif ; mais ses exhortations n'ayant reçu pour toute réponse qu'une grêle de projectiles lancés par les factieux, on a dû avoir recours aux voies de rigueur, et plusieurs arrestations ont eu lieu. L'autorité se dispose à faire placarder de nouvelles affiches, et nous sommes certains que force restera à la loi. Les causes des désordres qui se manifestent depuis quelque temps dans la population juive d'Oran et de Mostaganem paraissent prendre leur source dans une opposition systématique et rétrograde à l'organisation que le gouvernement a cru devoir donner, dans l'intérêt de la France, au culte israélite en Algérie. »

ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART.

(Suite de la séance d'hier.)

M. PASCAL (d'Aix). Je viens témoigner d'un fait à la décharge de M. Louis Blanc. Lorsque M. Louis Blanc a parlé à la foule du péristyle, c'est sur la demande même du président qu'il y est allé. (Mouvement.)

UN MEMBRE. La question est très-grave : on nous demande d'autoriser des poursuites contre un de nos collègues. Vous avez entendu la réquisitoire complet. Je crois que nous ne pouvons pas délibérer immédiatement et répondre par un vote improvisé. Je demande que la demande d'autorisation de poursuite soit renvoyée à une commission nommée par les bureaux. (Voix confuses, oui ! oui ! Non ! non !)

M. LOUIS BLANC. (Mouvement d'attention.) Je prends la parole pour répondre comme représentant, comme homme, je me tairai.

Ce que l'on vous demande aujourd'hui est un commencement de proscription. (Agitation.) Voilà le premier pas dans cette voie où vous allez vous dégrader. (Nouvelle agitation.) Voilà le régime de terreur que l'on veut mettre à la place de la République de clémence, de modération que nous avons eu la gloire d'inaugurer. Voilà la récompense de l'un de ceux qui ont proclamé l'avènement de la République par l'abolition de la peine de mort, et sans qu'il y ait eu une seule atteinte à la liberté individuelle. Nous voici entraînés dans une voie d'épuration, dans une voie où la haine vous écrasera les uns après les autres. (Dénégations prolongées.)

Eh quoi ! ce serait moi, qui toute ma vie ai soutenu le principe de la souveraineté populaire, qui ai dans tous mes écrits proclamé sainte et sacrée cette souveraineté, ce serait moi qui aurais manqué à ma propre pensée, qui aurais trahi les convictions de toute ma vie, j'aurais poussé

le peuple à violer l'Assemblée. Non, non, non, mille fois non. Que celui qui le soutient se lève, et je lui crierai : Vous en avez menti ! (Profonde sensation.)

J'ai su comme tout le monde ce qui se préparait ; comme tout le monde j'en ai gémi ; plus que personne je sais combien de pareilles démonstrations sont futiles : j'en avais eu la preuve le 16 avril ; cette fois encore, je ne me suis pas trompé, le 15 mai a porté un coup fatal à la République. (Bruits prolongés.)

Qu'ai-je dit ? Ah ! si j'ai employé quelques expressions vives, le coup n'est pas mortel, car je crois à l'impuissance de la force brutale contre la souveraineté exercée dans cette enceinte ; je crois aussi à l'impuissance de nos ennemis contre la République ; les républicains peuvent être ébattus après avoir été colonisés, mais la République ne pédera pas ; la République est immortelle. (Tumulte et bruits confus.)

Ce n'est pas pour éviter la prison, que je ne crains pas ; ce n'est pas pour éviter la mort, que je ne crains pas davantage (exclamations diverses), que je viens me défendre : ce que je crains, c'est que la peine de mort ne soit rétablie. (Violentes interruptions.)

De toutes parts. Par qui ? par qui ? dites-le. (Le tumulte redouble. Plusieurs membres adressent de vives interpellations à l'orateur.)

M. LE PRÉSIDENT. Ces interruptions sont contraires à la dignité de l'Assemblée. Si elles continuent, je rappellerai nominativement les interrupteurs à l'ordre.

M. LOUIS BLANC. Vous me demandez par quel la peine de mort sera rétablie... ce ne sera pas par l'Assemblée, Dieu me garde de proférer de telles paroles, parce que, si on la rétablissait elle se suiciderait elle-même... Ce qui la rétablirait c'est la force même des choses, c'est cette fatalité qui nous entraîne et qui vient de parler ici par la voix du réquisitoire. (Tumulte prolongé.)

Je défie, je le répète, qu'on prouve que dans cette terrible séance du 15 mai, j'ai prononcé une parole, une seule parole qui annonce de ma part des résolutions hostiles contre l'Assemblée.

Plus d'une heure je suis resté immobile à mon banc. Aux instances qui m'étaient faites pour que je vinsse parler à cette foule ameutée j'ai répondu : Je ne me séparerai pas de mes collègues ! Si j'ai cédé, si j'ai fait entendre quelques paroles au peuple, je ne l'ai fait qu'avec l'autorisation de votre président, et ces paroles ont été toutes de conciliation et de paix. Je défie qui que ce soit à moins que ce ne soit le plus lâche des imposteurs de venir dire le contraire. Lorsqu'on est venu m'arracher à mon banc, sachez-vous ce que j'écrivais ?

On pourrait retrouver les mots que je traçais à l'adresse du peuple :

« Au nom de votre propre souveraineté, je vous conjure de vous retirer. Et c'est moi qu'on accuse ! Eh bien, tant mieux ! cette accusation inouïe me fournira l'occasion de rompre le silence, de parler, de déclarer les voiles qui recouvraient cette conspiration du mensonge et de la calomnie. Je dirai ce qui est au fond de mon cœur, on y verra tout mon respect pour l'Assemblée, comme pour tout ce qui émane de la souveraineté du peuple... Les explications de ce que j'ai fait je les donnerai ; ce n'est point des justifications. Je m'explique, je ne me justifie pas. (Agitation prolongée. — On applaudit à gauche.)

Au milieu d'un tumulte dont on se ferait difficilement une juste idée, plusieurs représentants se portent à la tribune et rendent compte de ce qu'ils ont vu et entendu dans cette déplorable séance du 15 mai.

M. PASCAL d'AIX. Je siégeais à côté du citoyen Louis Blanc. Je l'ai entendu répondre à ceux qui lui demandaient de venir parler au peuple :

« Ma place est au milieu de mes collègues, et j'y reste. »

UN MEMBRE. On a parlé de l'ère des proscriptions qui commence. Il ne s'agit pas de proscription, mais d'un acte de la justice, de la justice que rien ne peut entraver. (Tumulte prolongé.)

M. ETIENNE ARAGO. J'ai entendu Louis Blanc demander au président l'autorisation de parler au peuple ; votre président lui répondit : comme citoyen, c'est votre devoir de faire tous vos efforts pour éloigner la foule.

M. BUCHEZ. Ceci est entièrement conforme à la vérité.

UN MEMBRE Au milieu du trouble et alors qu'il y avait ici bien des places vides... (Explosion de murmures) cris nombreux : A l'ordre !

UNE VOIX. Il n'y avait de vide que les places des conspirateurs.

L'orateur qui est resté à la tribune cherche à expliquer ces paroles, les cris à l'ordre couvrent sa voix. Il s'adresse au président. La chambre refuse de l'entendre ; enfin il profite d'un moment de silence et dit : J'étais à côté de Louis Blanc. Il conjurait les perturbateurs de s'éloigner et leur criait : Retirez-vous, au nom de votre propre souveraineté.

Deux autres membres donnent, au milieu d'un tumulte qui va toujours croissant, quelques explications qui n'apprennent rien de nouveau à l'Assemblée.

M. DE LABRY. Je proteste contre les paroles qui pourraient faire croire que nous avions abandonné notre poste. Nous y étions tous.

Cri général. Oui, oui, tous !

M. LE PRÉSIDENT. L'orateur auquel on fait allusion a expliqué sa pensée. Il a dit qu'il n'avait parlé que du moment où le président avait été expulsé de son siège par les envahisseurs. S'il s'élevait ici quelqu'un pour protester contre l'attitude de l'Assemblée en face de l'émeute, je le rappellerais à l'ordre, et cette peine serait trop douce contre un démenti aussi flagrant contre la vérité. (Très-bien ! très-bien !)

M. CRÉMIEUX, ministre de la justice. Ce n'est pas au milieu du tumulte et des passions que l'Assemblée peut prendre une décision. Je demande donc qu'elle se retire immédiatement dans ses bureaux pour nommer une commission qui procède dans le calme et vous présente un rapport. (Appuyé.)

La clôture est mise aux voix et adoptée.

M. le président se dispose à mettre aux voix le renvoi dans les bureaux ; on demande une seconde lecture du réquisitoire. Cette lecture est interrompue à diverses reprises par des interpellations diverses qui parlent de différents côtés de la salle.

M. LOUIS BLANC. Je n'ai que deux mots à dire ; le réquisitoire prétend que de mon propre aveu j'ai parlé deux fois au peuple ; il aurait dû au moins ajouter que je n'avais parlé que sur l'invitation même du président.

Quant aux paroles que l'on m'attribue, j'affirme qu'elles sont de toute fausseté. (Violente interruption.)

UN MEMBRE à gauche, avec force. Je les ai parfaitement entendues. Autre voix. Nous aussi, nous aussi !

M. LOUIS BLANC. J'affirme ne pas les avoir prononcées. (Si ! si !)

En ce moment, le tumulte est à son comble. M. Louis Blanc quitte la tribune dans une violente agitation. Des interpellations animées lui sont adressées par divers membres qui se pressent autour de lui.

Quelques voix. Il faut le laisser s'expliquer. (Oui ! oui !)

M. Louis Blanc reparait à la tribune. Il est très-vrai, dit-il, que j'ai parlé du droit de pétition ; mais, dans ma pensée, la pétition devait être lue par un représentant du peuple ; c'est pour cela que j'avais demandé à la lire. Cette demande a été accueillie par de violents murmures, c'est alors que je me suis écrié : Si vous voulez qu'on respecte votre droit de pétition, respectez donc votre propre souveraineté. Quant aux autres paroles que l'on m'attribue, je ne les ai pas prononcées ; j'en appelle au Moniteur. (Longue agitation.)

L'Assemblée se retire dans ses bureaux ; la séance est suspendue.

A cinq heures, la séance est reprise.

M. le président annonce que la commission qui vient d'être nommée se réunira demain à dix heures pour être en mesure de présenter son rapport à l'Assemblée dans la séance de vendredi. Il n'y aura pas de séance demain.

L'ordre du jour appelle un rapport de pétitions qui offrent peu d'intérêt, et sont pour la plupart écartées par l'ordre du jour.

M. Marchal donne lecture d'une proposition relative à l'impôt sur les créances hypothécaires.

Cette proposition sera développée lundi.

M. FÉRONILLAT développe la proposition relative à la formation des conseils de prud'hommes pour la ville de Lyon, où les conseils seraient composés des fabricants, des chefs d'ateliers et des ouvriers.

M. FLOCON, ministre du commerce, demande que la proposition soit renvoyée à l'administration, parce que la mesure qu'elle propose peut être facilement réglée par un règlement administratif.

Un membre combat la proposition qui est le nouveau défendeur par son auteur, qui toutefois ne s'oppose pas au renvoi demandé par le ministre.

La chambre n'est plus en nombre ; la séance est levée à six heures et demie.

Vendredi à une heure, séance publique.

NOUVELLES DIVERSES.

Les grilles du palais national étaient ce matin assiégées d'une foule d'individus qui se présentaient à l'enrôlement pour la nouvelle garde-marine.

A compter d'aujourd'hui, 1^{er} juin, le prix du pain, dans Paris, continuera d'être payé ainsi qu'il a été fixé pour la 2^e quinzaine de mai, savoir : le pain de première qualité, à 28 centimes le kilog. ; le pain de deuxième qualité, à 20 c. le kilog.

— La Sologne est en ce moment explorée par de nombreux ingénieurs des ponts et chaussées, écrit-on de Vierzon, pour faire les devis des travaux à faire pour assainir ce malheureux pays et rendre à l'agriculture ses cent lieues carrées d'excellentes terres.

On ajoute que le célèbre romancier Eugène Sue accompagne ces ingénieurs.

— On assure qu'une nouvelle saisie vient d'être opérée à Montrouge par des soldats de la garde marine. On dit qu'on a apporté dans la journée, à la Préfecture de police, deux cents poignards à manche d'ivoire, quarante gibernes pleines de cartouches, des piques, des fleurets aiguisés et un sac de balles. Toutes ces armes ont été transportées à la préfecture et procès-verbal a été immédiatement dressé.

— Les compagnies des actionnaires du chemin de fer d'Orléans et du chemin de fer du Nord ont adressé à l'Assemblée nationale une très-vive protestation contre le projet de loi de reprise des chemins de fer par l'Etat. Pourquoi ne pas laisser mourir ces entreprises ? Elles prient un jour l'Etat de les débarrasser de leur fardeau.

Lisez

L'ARGOT ET JARGON

des Filous et des hommes dangereux

PAR

ALEXANDRE PIERRE

Directeur de l'administration des Recherches et Renseignements

17 rue des Noyers 17

Se vend sur la voie publique.

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.
Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHWABER, rue d'Erfort, 1.